


Note d'Analyse

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles
Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

Date d'insertion : 08/02/2005 

Le déploiement militaire étranger en Asie du Sud dans le cadre de l'aide humanitaire d'urgence aux pays frappés par le tsunami

par **Xavier Zeebroek** chargé de recherche au GRIP

8 février 2005

Synthèse

- Immédiatement après la catastrophe du 26 décembre 2004, nous avons assisté à une mobilisation planétaire dans laquelle les militaires ont joué un rôle premier plan.
- Près de 40 000 militaires issus d'une vingtaine de pays se sont retrouvés dans l'Océan indien à bord de 70 navires. Ils ont mobilisé ou affrété plus de 45 avions-cargo et plus d'une centaine d'hélicoptères.
- A eux seuls, les Etats-Unis ont déployé en moyenne 30% des effectifs et du matériel.
- L'Inde, la Malaisie ou Singapour ont déployé davantage de moyens que certains pays occidentaux.
- Certains pays parmi les plus pauvres comme les Philippines, le Bangladesh ou l'Afghanistan ont envoyé des volontaires.
- De façon inattendue, plusieurs pays sinistrés ont, pour des raisons différentes, dénoncé certains aspects de l'aide apportée ou ont simplement décliné des offres d'assistance.
- Jusqu'à présent, les organisations humanitaires, toutes tendances confondues, n'ont pas émis de critiques sérieuses sur l'implication des militaires.

1. Contexte : la catastrophe de tous les superlatifs

Tout le monde s'accorde à reconnaître aujourd'hui que la catastrophe naturelle qui a frappé les pays riverains de l'Océan indien le 26 décembre 2004 fut la plus dévastatrice de l'histoire récente en terme de pertes humaines (environ 290 000 morts). Elle le sera sans doute également en terme de dommages économiques, certains analystes prévoyant un impact négatif sur le produit national brut des pays les plus touchés pouvant atteindre 1,4 % en 2005[1].

Parallèlement, le tsunami a également suscité dans le monde entier une énorme émotion qui s'est traduite par la plus grande et la plus rapide mobilisation de solidarité de tous les temps. Solidarité financière jamais vue au niveau des gouvernements, des Nations unies et des ONG puisque plus 5,228 milliards USD d'aide en tous genres ont été promis au 31 janvier 2005[2]. Mais aussi solidarité humaine et matérielle sans précédent avec l'arrivée sur place dans des délais record de plusieurs dizaines de milliers d'hommes et de femmes issus d'une quarantaine de pays et représentant toutes les professions liées à l'aide humanitaire. Ces volontaires sont arrivés chargés de milliers de tonnes d'aide alimentaire, d'eau potable, de tentes, de vêtements et de médicaments, sans oublier les hôpitaux de campagne et le matériel de déblaiement et de reconstruction. Une mobilisation planétaire dans laquelle les militaires ont souvent joué un rôle premier plan du fait de leur capacité logistique exceptionnelle et de leur monopole de certains matériels lourds indispensables au vu des circonstances.

2. Les moyens mis en œuvre

Les actions humanitaires menées par des militaires en temps de paix se sont plus particulièrement développées après la seconde guerre mondiale. Si bien qu'aujourd'hui, l'aide humanitaire se retrouve en tant que telle dans les missions fondamentales de très nombreuses armées de par le monde. C'est le cas pour la Belgique mais aussi pour toutes les grandes armées occidentales.

Pourtant, c'est la première fois dans l'histoire moderne qu'on assiste à un tel déploiement de forces militaires dans un contexte non conflictuel. Près de 40 000 militaires issus d'une vingtaine de pays se sont retrouvés dans l'Océan indien à bord de 70 navires ou à terre en Indonésie, au Sri Lanka, aux Maldives, ou en Thaïlande. Ils ont mobilisé ou affrété plus de 45 avions-cargo dès après la catastrophe et durant tout le mois de janvier. Plus d'une centaine d'hélicoptères ont effectué des milliers de vols de reconnaissance et des navettes sur toute la zone sinistrée. Dans la seule province d'Atjeh (nord de Sumatra), il y eut jusqu'à 2 000 militaires étrangers impliqués dans l'aide humanitaire. Nous avons en fait assisté aux plus gigantesques manœuvres aéro-navales multinationales ayant eu lieu sans préparation, sans préavis et sans coordination.

Ce phénomène s'explique en partie par l'ampleur des dévastations et par le fait que de larges zones côtières ont été privées de tous les moyens de communication classiques. Dès lors, le bateau et l'hélicoptère se sont très vite imposés comme les modes de transports les plus appropriés pour arriver sur les sites sinistrés. Or, il s'agit de moyens logistiques lourds dont l'affrètement privé est difficile, cher et toujours en quantité limitée. Dans un cas d'extrême urgence, les militaires se retrouvent donc en situation de quasi-monopole.

Pourtant, il y a six ans déjà, le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, dans un rapport[3] qui fait encore autorité, rappelait que "Dans l'immense majorité des cas, les autorités locales et le secteur humanitaire civil sont en mesure de réagir aux catastrophes ou désordres et l'aide humanitaire peut être acheminée par leur canal.[4]". Un constat d'autant moins suspect qu'il émanait d'une assemblée d'Etats occidentaux.

Mais, le même rapport reconnaissait qu' "il est possible d'isoler un petit nombre de domaines dans lesquels le secteur militaire possède des capacités uniques (...) toutes du domaine du soutien aux opérations d'aide humanitaire" et fournissant "une raison manifeste à l'implication des militaires dans l'aide humanitaire". En bref, il s'agit des domaines suivants :

- a. Le renseignement et la reconnaissance aérienne
- b. Les capacités en matière de pont aérien
- c. Les hélicoptères à forte capacité de levage
- d. Les capacités de largage à basse altitude
- e. Les capacités de commandement, de contrôle et de communication (C3)
- f. Les travaux d'infrastructure
- g. Les opérations maritimes
- h. La réponse à une attaque nucléaire, biologique et chimique (NBC)

Hormis le dernier point, tous ces moyens ont été mis en oeuvre par les militaires dans l'après-tsunami ou sont susceptibles de l'être.

Nous avons tenté ci-dessous de présenter succinctement les déploiements militaires aéro-navals de onze pays parmi les plus actifs dans la mobilisation d'urgence. La liste n'est bien sûr en rien limitative et elle est susceptible d'évoluer rapidement avec la fin des situations d'extrême urgence. La Belgique est reprise en fin de liste à titre de comparaison bien qu'elle n'ait dépêché aucun navire ni aucun avion ou hélicoptère qu'elle possède en propre.

Le déploiement militaire étranger en Asie du Sud [5]

PAYS	EFFECTIFS	MATERIEL LOURD	ARRIVEE SUR SITE[6]	ACTIVITES
<p>Etats-Unis</p> <p><u>Opération Unified Assistance</u> (sous la resp. de Marc Grossman, Sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques.)</p>	<p>16 500 h.</p> <p><u>Quartiers généraux</u> : Utapao (Thaïlande) Singapour</p> <p><u>Bases</u> Guam Diego Garcia</p>	<p><u>Joint Task Force 536</u></p> <p><u>27 navires</u> dont <i>2 porte-avions</i> (USS Abraham Lincoln) (USS Ronald Reagan) <i>1 porte-hélicoptères</i>(USS Bonhomme Richard[7]) <i>6 navires de transport</i> <i>1 navire hôpital</i> (USS Mercy) <u>85 avions</u> dont <i>16 avions-cargo</i> <u>51 hélicoptères</u></p>	<p>5-6/1/2005 (pour les premières unités)</p>	<p>- Recherche et sauvetage de victimes - Distribution de vivres et de médicaments - Identification de corps- Médecine d'urgence - Travaux dereconstruction - Fabrication d'eau potable</p>
<p>Inde</p> <p><u>Opérations Sea Waves</u> (Inde) <u>Rainbow</u> (Sri Lanka) <u>Castor</u> (Maldives) <u>Gambhir</u> (Indonésie)</p>	<p>13 800 h.</p>	<p><u>30 à 40 navires</u> (31 déployés [8]) dont <i>1 navire hôpital</i> <i>1 navire médicalisé</i> <u>4 avions-cargo</u> <u>16 à 22 hélicoptères</u> <u>1 hôpital de campagne</u></p>	<p>non communiqué</p>	<p>- Médecine d'urgence - Distribution de vivres et de médicaments</p>
<p>France</p> <p><u>Opération Béryx</u></p>	<p>1 300 h.</p> <p><u>Quartier général</u> Poste de commandement embarqué sur le Jeanne d'Arc</p>	<p><u>3 navires</u> dont <i>1 porte-hélicoptères</i> (Jeanne d'Arc) <i>2 frégates</i> (Georges Leygues, Dupleix)</p>	<p>14/1/2005 10/1/2005</p>	<p>- Médecine d'urgence - Distribution de vivres - Fabrication d'eau potable</p>

		<u>2 avions-cargo</u> <u>1 avion</u> <u>patrouilleur</u> <u>13 hélicoptères</u>		
Japon	1 000 h.	<u>3 navires</u> dont <i>2 destroyers</i> (Kurama et Kunisaki) <i>1 navire</i> <i>logistique</i> (Tokiwa) <u>1 avion-cargo</u> <u>5 hélicoptères</u>	24/1/2005	- Recherche et sauvetage de victimes - Distribution de vivres et de médicaments - Identification de corps - Médecine d'urgence
Royaume-Uni <u>Opération</u> <u>Garron</u>	1 000 h. (estimation)	<u>2 navires</u> dont <i>1 frégate</i> (HMS Chatham) <i>1 navire atelier</i> (RFA Diligence) <u>2 avions-cargo</u> <u>4 hélicoptères</u>	3/1/2005 7/1/2005	- Fabrication d'eau potable - Réparation d'équipement et de matériel électrique - Expertise en ingénierie
Australie <u>Opération</u> <u>Sumatra</u> <u>Assist</u> (en collaboration avec la Nouvelle-Zélande)	1 000 h.	<u>1 navire</u> (HMAS Kanimbla) <u>8 avions-cargo</u> <u>6 hélicoptères</u> <u>1 hôpital de campagne</u> <u>1 détachement d'ingénieurs</u> (150 hommes et matériel)	13/1/2005 29/12/2004	- Médecine d'urgence - Distribution de vivres et de médicaments - Fabrication d'eau potable
Singapour	1 000 h. (estimation)	<u>1 navire</u> (RSS Endeavour) <u>2 à 4 hélicoptères</u>	17/1/2005	- Distribution de vivres - Soutien à la Croix-Rouge de Singapour
Espagne	650 h.	<u>1 navire hôpital</u> (Galicia) <u>5 avions-cargo</u> <u>2 hélicoptères</u>	non communiqué	- Médecine d'urgence - Distribution de vivres et de médicaments - Fabrication d'eau potable
Allemagne	380 h.	<u>1 navire hôpital</u> (Berlin) <u>1 hôpital de campagne</u>	non communiqué	- Médecine d'urgence - Fabrication d'eau potable
Malaisie	265 h.	<u>2 navires</u> (KD Mahawangsa, RMNS Indra Sakti) <u>1 hôpital de</u>	17/1/2005	- Médecine d'urgence - Distribution de vivres

		<u>campagne</u> <u>1 centre d'aide</u> <u>aux victimes</u>		
Russie	250 h.(estimation) dont 70 membres du pers. médical	<u>4 avions-cargo</u> <u>1 hôpital de</u> <u>campagne</u> <u>1 hôpital mobile</u>	-	- Médecine d'urgence - Distribution de vivres
Belgique	162 h.	<u>3 avions-cargo</u> (affrétés) <u>1 mission DVI</u> (22 pers. police fédérale) <u>1 mission B-Fast</u> (140 militaires volontaires)	fin décembre 7/1/2005	- Distribution de vivres - Identification de corps - Médecine d'urgence - Assistance psychologique - Construction camp de sinistrés - Réparations navales

Contrairement à l'habitude, ce ne sont pas uniquement les pays riches qui ont contribué à cet impressionnant déploiement militaro-humanitaire : on voit en bonne place des nations comme l'Inde, la Malaisie ou Singapour. Mais aussi quelques pays parmi les plus pauvres comme les Philippines (envoi de quelques dizaines d'hommes comme « contingent humanitaire »), le Bangladesh (150 soldats pour le Sri Lanka et les Maldives avec deux avions et deux hélicoptères) ou l'Afghanistan (une douzaine de médecins et des médicaments).

3. Les réticences de certains pays sinistrés

De façon inattendue, plusieurs pays sinistrés ont, pour des raisons différentes, dénoncé certains aspects de l'aide apportée ou ont simplement décliné des offres d'assistance.

a. Le vice-président indonésien Yusuf Kalla a annoncé le 12 janvier que toutes les troupes étrangères devraient avoir quitté le pays pour le 26 mars au plus tard. Suite aux nombreuses demandes de clarification venues des Nations unies et des pays impliqués, le ministre de la Défense Yuwono Sudarsono a indiqué quatre jours plus tard qu'il ne s'agissait pas d'un ultimatum mais seulement de la date à laquelle les autorités indonésiennes seraient en mesure de supporter la plus grande partie de l'effort humanitaire. La présence des rebelles du Mouvement Atjeh libre (GAM) dans la zone la plus touchée de Sumatra n'est pas étrangère à cette attitude. Dans le même esprit, les militaires indonésiens avaient également soumis les déplacements des travailleurs humanitaires à autorisation spéciale. Cette mesure a été levée le 18 janvier après négociation avec les Nations unies.

b. Au début du mois de janvier, le gouvernement indien a répondu négativement à la requête du Secrétaire général de l'ONU qui désirait visiter la zone côtière du Tamil Nadu, dévastée par le tsunami[9]. Cette attitude fait suite aux déclarations faisant état de la volonté de l'Inde d'assurer seule les secours d'urgence à sa population[10]. Les organisations humanitaires internationales présentes depuis longtemps dans le pays ont toutefois participé à cet effort.

c. Bien que la Thaïlande ait accepté de nombreuses offres d'aide étrangères, elle a décliné une offre japonaise d'assistance financière de 20 millions USD[11]. Le ministre thaïlandais des Affaires étrangères a indiqué que « *d'autres pays en avaient plus besoin que le sien* ».

4. La course à l'humanitaire

Au delà des justifications humanitaires - parfaitement recevables - invoquées par les militaires et les gouvernements qui les ont envoyés, ces actions spectaculaires ont aussi permis une gigantesque opération de relations publiques aussi bien vis-à-vis de l'opinion dans les pays donateurs qu'auprès des populations sinistrées. Les opérations militaro-humanitaires ont aussi permis d'entretenir la motivation et l'entraînement des troupes.

Exceptionnellement, vu l'ampleur de la catastrophe et les moyens nécessaires pour assurer l'aide d'urgence, les organisations humanitaires, toutes tendances confondues, n'ont pas émis de critiques sérieuses sur l'implication des militaires. La plupart d'entre elles ont même eu recours à leurs services. Cette attitude pourrait changer radicalement si la présence massive des militaires devait continuer.

Enfin, il faut garder à l'esprit que les opérations humanitaires menées par les militaires coûtent comparativement beaucoup plus cher que celles menées par des civils. Or, les Etats déduisent en général leurs contributions en nature des sommes promises dans le cadre de l'aide humanitaire. Parmi ces contributions, toutes les dépenses occasionnées par le seul déploiement militaire, comme par exemple le carburant et tous les frais exceptionnels liés à l'opération. Rien que pour amener l'armada américaine sur les différents sites d'intervention, il en coûterait environ 20 millions USD, soit 5,7 % des sommes promises par le gouvernement des Etats-Unis. Cela diminuera d'autant le montant des dons qui seront utilisés pour l'aide aux populations.

[1] *Asia's tsunami : the impact*, Special Report, The Economist Intelligence Unit, janvier 2005.

[2] *South and East Asia - Earthquake/Tsunami - December 2004 - List of pledges and commitments*, statistiques rassemblées par OCHA, Reliefweb, http://ocha.unog.ch/fts/reports/pdf/OCHA_10_14794.pdf, consulté le 31 janvier 2005. Selon d'autres sources, on arriverait à presque 8 milliards USD (pointage établi par l'Agence France-Presse, cité dans *Le Monde*, supplément Economie, 18 janvier 2005, p.1).

[3] *Moyens civils et militaires pour l'acheminement et le soutien de l'aide humanitaire durant un conflit – Analyse comparative des avantages et des coûts*, Rapport n°1, Les conflits, la paix et la coopération pour le développement, Comité d'Aide au Développement, OCDE, Paris, 1998, 40p.

[4] *Idem*, p 5-6.

[5] Les chiffres ci-dessous sont généralement tirés de sources gouvernementales dans les pays concernés. Le classement est effectué par ordre décroissant du nombre d'hommes affectés à la mission.

[6] Les dates ne concernent en général que les navires. La plupart des avions sont arrivés dès les premiers jours qui ont suivi la catastrophe.

[7] Remplacé le 22 janvier par l'USS Essex.

[8] Selon une source militaire indienne, 24 navires participerait aux opérations humanitaires en Inde même, 3 au Sri Lanka, 2 aux Maldives et 2 en Indonésie.

[9] *India turns down Annan's request to visit tsunami-hit areas*, Deutsche Presse Agentur (DPA), 11 janvier 2005.

[10] *India Spurns Foreign Offers of Aid for Tsunami Victims*, Associated Press, 30 décembre 2004.

[11] *Thailand turns down \$20 million in relief aid*, The Japan Times online, 10 janvier 2005.


Groupe de recherche GRIP sur la paix et la sécurité
70 Rue de la Constitution, B-10330 Bruxelles
Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

Copyright © GRIP - Bruxelles/Brussels, 2003 - Webmaster

La reproduction des informations contenues sur ce site est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et du nom de l'auteur.

Reproduction of information from this site is authorised, except for commercial purposes, provided the source and the name of the author are acknowledged.